

La vérité sur le coût du capital

Vous l'entendez à longueur de journée, en France, le travail coûterait trop cher et la compétitivité des entreprises serait plombée par les « charges » sociales, c'est-à-dire les cotisations qui financent la protection sociale. Conclusion, il faudrait d'urgence réduire nos dépenses de santé, augmenter la durée de cotisation pour les retraites, baisser les pensions et minima sociaux, accepter des salaires plus faibles, voter de nouvelles exonérations pour les entreprises, etc. Pourtant, ce qui pèse sur l'efficacité des entreprises, ce sont moins les cotisations sociales (157,9 milliards €) que les charges financières prélevées sur elles (298,9 milliards €), c'est à dire les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts d'emprunts bancaires. Ce qui pèse sur notre économie, c'est le coût du capital, pas le travail. Un tabou que le Parti communiste français entend lever en menant une campagne vérité sur le véritable coût du capital dans ce pays.

C'est urgent. Cette politique en faveur du capital a conduit à la crise généralisée. Depuis 30 ans, c'est **10 % de la richesse créée qui est passée des poches des salariés à celle des banquiers et des patrons**. Le résultat, on le connaît : des salaires qui stagnent, une demande qui s'effondre, la récession et au bout, un chômage massif. Aujourd'hui, le pays compte **5 millions de chômeurs**, soit 20 % de la population active. Des millions de familles précarisées qui ne peuvent plus se loger, se soigner, élever leurs enfants dignement, faute de bons salaires et de services publics...

DES ENTREPRISES DÉRESPONSABILISÉES

Car d'allègements de charges sociales (30 milliards en 2013) en exonérations fiscales, les entreprises sont progressivement déresponsabilisées. La pression fiscale est transférée sur les ménages. Et cela va encore s'aggraver, dès janvier prochain, avec **l'augmentation de la TVA**. Pourtant, grâce aux services publics et à la protection sociale, **les entreprises profitent d'une main d'œuvre hautement qualifiée et efficace** (la productivité des salariés français est parmi les plus élevées au monde) et d'infrastructures publiques performantes. Il y a urgence à ce qu'elles contribuent au bien commun, via les cotisations sociales et une fiscalité appropriée.

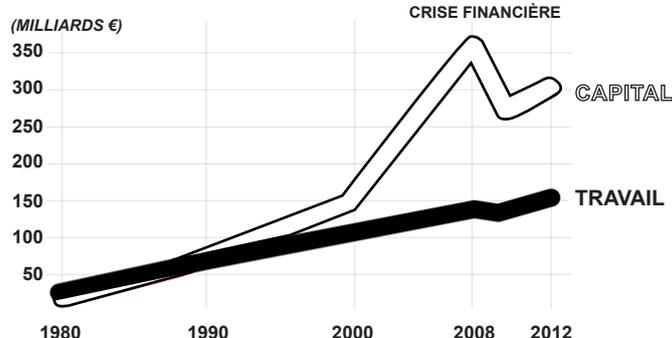
PRESSION SUR LES SALAIRES

Contrairement aux idées reçues, les salaires ne sont pas un handicap pour la productivité. Au contraire. D'abord, il faut savoir que **le coût horaire du travail dans l'industrie en France est légèrement inférieur à celui observé en Allemagne** : de l'ordre de 33 euros de l'heure.

Ce ne sont donc pas les salaires qui font la différence, mais bel et bien la qualité des rapports banques/entreprises, la recherche-développement, la formation, l'investissement efficace dans l'appareil productif. Or, en France, **les entreprises redistribuent plus de 50 % de leurs bénéfices aux actionnaires** : autant d'argent qui ne financera ni la recherche, ni l'appareil productif !

ÉVOLUTION DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



○ CHARGES FINANCIÈRES = DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
● COTISATIONS SOCIALES = COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

SOURCE Insee - Comptes de la nation 2012 (publiés en mai 2013)

CHIFFRES CLÉS

Cotisations sociales des entreprises 158 Milliards €	Charges financières des entreprises* 299 Milliards €
Investissement matériel des entreprises 197 Milliards €	Exonérations fiscales et sociales en 2013 200 Milliards € environ

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes



PRESSION SUR LES SALARIÉS

En fait, pour accroître leurs marges, c'est bien sur les salariés que les entreprises exercent leur pression :

- **pression sur les salaires** et le pouvoir d'achat qui a stagné, voire régressé, alors même que les gros patrimoines progressent de plus de 5 % par an ;
- **pressions sur les salariés** qui, au nom d'une rentabilité toujours plus grande, provoquent dépressions, maladies et suicides. En France, on compte près de 700 000 accidents du travail chaque année, avec parfois de terribles séquelles. 700 salariés en mourront cette année encore ! Qui en parle ?
- **chantage à l'emploi** : pour s'assurer la docilité des salariés par la peur ou pour maximiser les profits boursiers, les grands groupes n'hésitent pas à rayer de la carte des milliers d'emplois, avec des conséquences terribles pour les familles, les territoires.

Cette course sans fin à la rentabilité financière produit des dégâts sociaux terrifiants. Qui doit les réparer ?

QUEL COÛT POUR LA PLANÈTE ?

Qui évaluera également le coût du capital sur l'environnement, sur la **biodiversité** et le **réchauffement climatique** ?

Il faut le dire, le pillage systématique des ressources naturelles, les **délocalisations** et la mondialisation sans aucune règle des échanges commerciaux ont des conséquences sociales et environnementales incalculables.

Il faut changer de logique !

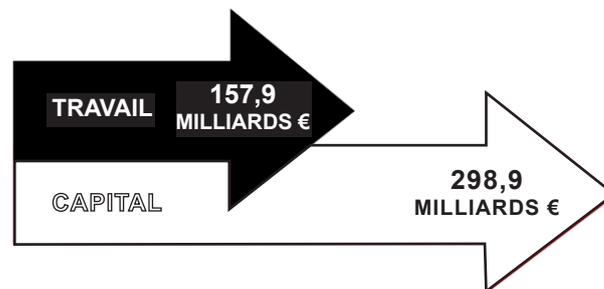
SE LIBÉRER DU CAPITAL, ÉCONOMISER SUR LES PROFITS !

Il faut d'urgence **réduire le coût du capital pour développer l'Humain d'abord**. Le développement des capacités humaines passe par plus et mieux de services publics :

- créer **une sécurité sociale de l'emploi** et former pour développer les salaires et l'emploi ;
- développer et promouvoir la **protection sociale**, dont la retraite à 60 ans à taux plein ;
- investir massivement dans l'**éducation** et la **recherche**.

PART DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



○ CHARGES FINANCIÈRES = DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
● COTISATIONS SOCIALES = COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

SOURCE Insee - Comptes de la nation 2012 (publiés en mai 2013)

RÉUSSIR L'ALTERNATIVE

Un tel changement est possible. D'abord, l'argent existe, la France n'a jamais été aussi riche. Ensuite, il est possible de peser sur le comportement des entreprises :

- en donnant **du pouvoir aux salariés dans l'entreprise**, là où se crée la richesse ;
- en exigeant de favoriser par le **crédit et l'impôt** les entreprises écologiquement, socialement performantes et qui créent de l'emploi.

Pour les communistes et le Front de gauche, il y a urgence pour **une campagne de vérité sur le coût du capital**. Nous appelons à un grand débat pluraliste, à la télévision et partout en France, pour ouvrir les livres de compte, dénoncer les mensonges et construire l'alternative pour une efficacité au service de tous.

POUR ALLER PLUS LOIN

- la vidéo « *On leur fait un dessin* »
<http://www.pcf.fr/dessin>
- l'**argumentaire détaillé**
<http://www.pcf.fr/coutduK>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :